



## **Esbroufe et trompe-l'œil !**

**Le Premier ministre vient de tenir une nouvelle conférence de presse. Il reprend, en grande partie, les mesures annoncées depuis le début de la semaine, sans que les modalités d'application et de financement ne soient davantage précisées. En annonçant privilégier la réduction du déficit budgétaire, le gouvernement ne se donne pas les moyens de répondre aux attentes sociales.**

Le Premier ministre vient de tenir une nouvelle conférence de presse. Il reprend, en grande partie, les mesures annoncées depuis le début de la semaine, sans que les modalités d'application et de financement ne soient davantage précisées. En annonçant privilégier la réduction du déficit budgétaire, le gouvernement ne se donne pas les moyens de répondre aux attentes sociales.

Les statistiques affichent une baisse du chômage. Contrairement à ce qu'a annoncé le ministre délégué à l'emploi, les chiffres sont en trompe-l'œil. Quelques éléments pour s'en convaincre :

- 3 196 000 salariés sont inscrits à l'ANPE comme demandeurs d'emploi.
- 2/3 des emplois créés sont des emplois de moins de 6 mois.
- Le taux de demandeurs d'emploi indemnisés continue à régresser avec, en juin 2006, un taux de 58,6 % contre 60,2 % en juin 2005.
- A la fin juin, l'INSEE annonçait une baisse de l'emploi salarié de 0,2 %, y compris l'intérim, dont 0,5 % pour l'emploi industriel.

La croissance est d'autant plus fragile qu'elle s'appuie surtout sur l'endettement des ménages.

Dans les entreprises de moins de 20 salariés, les nouvelles exonérations de cotisations sociales, annoncées ce jour pour les salaires égaux ou inférieurs au SMIC, n'auront pour conséquence que de grossir le nombre de smicards. Ce choix est d'autant plus contestable que la Cour des Comptes critique les milliards d'euros déjà consentis aux entreprises au nom de l'emploi.

En ce qui concerne le « chèque transport », la Cgt alerte les salariés sur le caractère facultatif de cette mesure laissée au bon vouloir de chaque employeur. C'est une disposition inacceptable.

Le gouvernement persiste dans sa volonté de privatisation de GDF. La Cgt poursuivra sa campagne pour s'y opposer, notamment par des initiatives le 12 septembre prochain. Pour les salariés, l'emploi, la lutte contre la précarité et l'augmentation du pouvoir d'achat sont effectivement les premières préoccupations.

L'ensemble des unions départementales et fédérations professionnelles de la Cgt appelle les salariés à s'organiser et à se mobiliser, dans l'unité, sur leurs revendications pour obtenir, dans chaque entreprise et à tous les niveaux, de véritables négociations.

Un haut niveau de mobilisation, dès maintenant, dans tous les secteurs professionnels, permettra aux salariés de créer les meilleures conditions pour des avancées sociales immédiates et pour être entendus lors de la Conférence sur les revenus et l'emploi que le gouvernement veut organiser.

Déclaration du 31 Août 2006